

## Le détroit de Taïwan : un nœud sécuritaire en question

jeudi 14 mai 2026, par [Barthélémy COURMONT](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Barthélémy COURMONT](#), **Le détroit de Taïwan : un nœud sécuritaire en question**,

*Diploweb.com : la revue géopolitique, 14 mai 2026.*

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Le président chinois Xi Jinping reçoit Donald Trump les 14 et 15 mai 2026, à Pékin, sur fond de multiples désaccords. Lors d'un banquet organisé ce 14 mai, le président des Etats-Unis a qualifié ses discussions avec M. Xi d'« extrêmement positives et productives ».**

**D'expérience le président américain D. Trump privilégie une approche unilatérale et sans aucune concertation avec ses alliés traditionnels. De quoi interroger les Taïwanais sur la crédibilité du discours officiel américain, et rappeler que les inquiétudes des partenaires de Washington en Asie orientale sont finalement très proches de celles des alliés... européens. De quoi aussi alimenter les craintes d'un passage à l'acte de Pékin, se sentant non seulement en position de force, mais surtout sans se soucier d'une riposte américaine. De quoi, enfin, faire réfléchir à une reconfiguration sécuritaire régionale.**

SI LA QUESTION d'un hégémon chinois en Asie interpelle légitimement de nombreux pays du voisinage de Pékin, c'est dans le cas de la relation avec Taïwan qu'elle trouve tout son sens, tant celle-ci est révélatrice des limites de cet hégémon et des conséquences que pourrait avoir une redéfinition en profondeur de la politique étrangère et de défense de Pékin, en direction de son principal rival [1]. Dans le cas d'une confrontation à grande échelle, ces conséquences ne se limiteraient pas à la région mais bouleverseraient la sécurité internationale, dans des proportions au moins comparables à l'actuelle guerre au Moyen-Orient, et sans doute même plus fortement encore. Premier producteur mondial de semiconducteurs [2], **Taïwan** est totalement intégrée à l'économie mondiale. Près de 65% des semiconducteurs sont fabriqués à Taiwan, et ce chiffre dépasse les 90% dans le cas des systèmes les plus avancés. Fort de centaines de brevets déposés, TSMC (**Taiwan Semiconductor Manufacturing**) est le leader mondial qui produit des puces de 5nm, mais aussi les générations 3 et même de 2nm, sur lesquelles il a le monopole. Ce statut de superpuissance technologique suscite les convoitises, mais crée aussi une dépendance à un secteur très rentable mais qui devra être pérennisé. De son côté, la Chine est aujourd'hui le premier pays exportateur au monde et peut être considéré comme la première puissance économique mondiale compte-tenu de son importance dans l'économie internationale.

A ce titre, si [la relation avec la Chine est incontournable pour Taïwan](#), la question des transferts technologiques vers des pays partenaires, notamment les Etats-Unis en vertu d'une stratégie de découplage visant à réduire la dépendance à la Chine, sera au cœur de la politique taiwanaise dans les prochaines années. Une hypothétique confrontation aurait donc, avant même l'implication d'autres acteurs, des incidences profondes sur la sécurité et l'économie internationales. Aussi est-il indispensable de porter un regard attentif sur les tensions dans le détroit de Taïwan. Ces tensions ne sauraient cependant être comprises sans tenir compte du positionnement de Washington, dans une relation triangulaire que le politologue américain Richard Bush qualifia opportunément de « nœud » [3].

Ce nœud est **aujourd'hui en question**. D'une part en raison de l'évolution du rapport de force [interdétroit](#), qui met désormais Pékin dans une position très avantageuse. Il faut ainsi avoir en mémoire que jusqu'en 2007, soit moins de deux décennies, les capacités que la Chine pouvait déployer dans une guerre contre Taïwan étaient inférieures aux capacités défensives taiwanaises. Aujourd'hui, la Chine a des moyens à hauteur des ambitions héritées de Mao

Zedong d'une conquête de l'île rebelle et l'écart ne cesse de se creuser. D'autre part en raison des errements stratégiques de Washington, et d'une politique étrangère américaine qui montre d'inquiétants signes de déclin. Enfin en raison des positionnements de la classe politique taïwanaise, qui se montre très divisée sur l'attitude à adopter face à Pékin, entre le président (William) Lai Ching-te soucieux de préserver la souveraineté de l'île, et Cheng Li-wen, présidente du Kuomintang (KMT), principal parti d'opposition, qui a récemment répondu favorablement à une invitation en Chine de Xi Jinping, et qui pense que la paix est possible entre les deux entités.



© Photo Barthélémy Courmont

*Ici un jeune taiwanais grimé en gardien de temple dans la ville de Lukang, jouant son rôle avec tout le sérieux qui s'impose. Des processions de ce type se tiennent de manière quasi permanente, chaque temple ayant son propre calendrier. [Extrait de B. Courmont, L'héritage chinois de Taiwan en images, Diploweb.com](#)*

## **Obsession chinoise, résistance taïwanaise**

Avec la péninsule coréenne, la relation Chine-Taïwan est, depuis le début des années 1950, la principale zone de tensions en Asie du Nord-Est. Les deux entités se sont affrontées à plusieurs reprises, notamment en 1958, et maintiennent depuis un regard attentif et méfiant sur ce qui se passe de l'autre côté. Cette relation a cependant considérablement évolué ces dernières années, à tel point qu'on parle d'**une nouvelle donne taïwanaise dans la relation avec**

**Pékin.** Fragile et marquée par une instabilité que nourrissent des pressions politiques et géopolitiques, cette nouvelle donne ouvre des perspectives qui semblaient impossibles il y a un peu plus d'une décennie et peut potentiellement bouleverser totalement l'environnement sécuritaire dans la région.

Les incursions chinoises dans les eaux territoriales et l'espace aérien taïwanais sont désormais si fréquentes qu'elles se banalisent presque.

La relation entre [la Chine](#) et Taïwan est aujourd'hui au centre de toutes les attentions et est même parfois présentée comme la future ligne de front, consécutivement à une invasion militaire chinoise. Le magazine britannique *The Economist* a même fait de Taïwan sa une au printemps 2021, avec le titre inquiétant « *The most dangerous place on Earth* », insistant sur le risque imminent d'un conflit à grande échelle. Depuis, l'attention portée sur la relation interdépendante n'a cessé de croître, notamment en marge de la visite de Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, à Taipei en août 2022, ou encore en marge de propos tenus par Emmanuel Macron lors de son retour de Chine en avril 2023. Plus récemment, les propos du président taïwanais William Lai à l'occasion de la fête nationale en octobre 2024, où il a rappelé l'impératif du respect de la souveraineté taïwanaise, a constitué une nouvelle opportunité offerte à Pékin d'effectuer des manœuvres militaires à grande échelle. Les incursions chinoises dans les eaux territoriales et l'espace aérien taïwanais sont désormais si fréquentes qu'elles se banalisent presque. Une guerre entre la Chine et Taïwan est à craindre, tant ses conséquences seraient catastrophiques pour la sécurité régionale et pour l'économie mondiale, en plus de faire peser la menace d'un conflit à échelle mondiale [4]. D'où l'importance de garder un œil attentif sur les développements dans cette relation complexe et conflictuelle.

L'obstination de la Chine à l'égard de Taïwan se heurte à une résistance des principaux intéressés, mais aussi du Japon et des États-Unis, et une sorte d'effet domino [5]. Et la promesse d'une réunification pacifique et inévitable, dont Xi Jinping s'est fait le garant, est chaque jour plus improbable tant elle est **rejetée par l'écrasante majorité des Taïwanais**. Au point de considérer que la Chine, par sa posture agressive, sert sur un plateau la consolidation d'une identité taïwanaise [6]. En une décennie, la Chine n'a pas progressé sur ce terrain et elle a même perdu le pied sur la question taïwanaise, là où le prédécesseur de Xi Jinping, Hu Jintao, s'était montré plus pragmatique, avec des résultats nettement plus convaincants. On pourrait ajouter à cette liste les effets de la guerre en Ukraine, **Pékin se montrant incapable de jouer l'arbitre entre Kiev et Moscou**, contrairement à ce que Xi Jinping souhaitait ; les hésitations de la Chine dans la guerre au Moyen-Orient, compte-tenu de son lien avec l'Iran ; ou encore les gesticulations nord-coréennes qui mettent Pékin dans l'embarras. Sous Xi Jinping, la Chine a mis en place une politique de grande puissance. Elle découvre aussi les revers d'une politique étrangère plus active et donc plus susceptible d'être l'objet de rejets. Dans le même temps, la spectaculaire volte-face américain en Ukraine décidé par Donald Trump, couplée avec le retrait d'Afghanistan finalisé sous l'administration Biden (fin août 2021), **questionne à Taïwan sur la crédibilité d'un soutien de Washington dans le cas d'un conflit à grande échelle**. La question se pose aussi, comme nous le verrons plus loin, autour de la crédibilité de Washington, aujourd'hui mise à mal au Moyen-Orient. Mais

c'est le conflit ukrainien qui, dans sa dimension historique, culturelle et dans son implication des alliés, pose question dans le cas de Taïwan.

Pour autant, peut-on comparer la situation en Ukraine avec celle de Taïwan ? Les perspectives d'un conflit sont-elles si incontournables ? Si les risques d'escalade restent très présents et s'accompagnent d'une rhétorique très agressive côté chinois, il convient de rester prudent face aux raccourcis et aux idées reçues. Les deux entités rivales ont connu plusieurs périodes de turbulences, et même de crises, mais ont jusqu'à présent privilégié le *statu quo* sur la confrontation. Reste que le nœud sécuritaire a parfois tendance à se tendre, en marge de la rivalité sino-américaine, et que les tensions interdétroit sont montées de plusieurs crans au cours des dernières années. L'obsession taïwanaise de Pékin se renforce tandis que les capacités militaires offrent désormais la possibilité d'un passage à l'acte et les reconfigurations géopolitiques peuvent jouer en faveur d'un abandon de Taipei par Washington. Mais cela n'en demeure cependant pas moins une obsession, et pas nécessairement un scénario inévitable, qui a valeur de test grandeur nature de ce que veut, peut et devrait faire la Chine.

## Entre tensions soutenues et relations étroites

Ce que veut la Chine semble assez clair. Depuis 2016, on relève de plus en plus de provocations militaires chinoises dans le voisinage de Taïwan, impliquant les capacités navales et aériennes, avec des incursions dans l'espace aérien et les eaux territoriales en forte hausse. S'ajoute à cela un discours menaçant de la Chine. Plusieurs responsables militaires ont notamment insisté à de multiples reprises sur les préparatifs d'une invasion. Xi Jinping, de son côté plus mesuré, a rappelé à plusieurs reprises que l'unification doit se faire par la voie pacifique, sans cependant exclure la possibilité d'avoir recours à la force, et donc à l'invasion. Si les tensions interdétroit ne sont pas nouvelles et doivent être analysées avec précaution, elles sont très clairement montées d'un cran depuis quelques années.

Le premier facteur de tension est politique. Après l'arrivée au pouvoir de Tsai Ing-wen (DPP) en janvier 2016 (elle fut réélue pour un second mandat de quatre ans en 2020), Pékin a considérablement durci le ton après huit années de rapprochement sous le mandat de Ma Ying-jeou (KMT), prédécesseur de Tsai et favorable à un dialogue interdétroit apaisé. C'est dans ce contexte que les deux pays s'étaient engagés, en 2009, dans un accord-cadre de libre-échange, *Economic Cooperation Framework Agreement*, (ECFA) qui a marqué une avancée considérable dans la normalisation de la relation commerciale entre les deux entités et en matière de circulation des personnes [7]. C'est ainsi que les touristes chinois ont été autorisés à visiter Taïwan et que, pour la première fois depuis 1949, des lignes aériennes et maritimes directes ont été établies. La relation interdétroit s'est également construite autour des importants investissements taïwanais sur le continent, dans les provinces chinoises les plus dynamiques (notamment le Fujian, face à Taïwan) et la délocalisation d'entreprises taïwanaises, faisant de Taïwan l'un des principaux artisans de l'économie chinoise. Les dirigeants chinois pensaient sans doute que cette proximité et le rapprochement spectaculaire à partir de 2009 accéléreraient un processus d'unification. Mais la grande majorité de la population taïwanaise ne partageait pas ce point de vue. Le regain de nationalisme en Chine, symbolisé par la présidence de Xi Jinping, a accentué cet écart. S'ajoutent le contexte régional, avec le sort de Hong Kong que Taïwan suit de très près, et une affirmation de puissance de plus en plus décomplexée de la Chine.

Après l'élection de William Lai en janvier 2024, et sa volonté de s'inscrire dans la continuité de Tsai Ing-wen, Pékin a poursuivi ses pressions politiques, et **continue d'attaquer Taïwan par tous les moyens juridiques en sa possession**, notamment auprès des organisations internationales dont Taïwan est interdite d'accès en vertu du principe d'« une seule Chine » [8], ou en torpillant les efforts diplomatiques taïwanais auprès de ses rares partenaires, comme l'exemple récent de l'Eswatini l'a encore démontré, le président taïwanais devant annuler un déplacement dans ce pays en raison de l'annulation temporaire des autorisations de vol par plusieurs pays situés sur l'itinéraire, conséquence des pressions de Pékin [9].

Le rapport de force s'est inversé.

Le second facteur est [militaire](#). Autrefois incapable de planifier une invasion de Taïwan, la Chine est désormais en position de force et dispose de capacités qui lui permettent d'exercer des pressions sur son rival. Cela ne signifie pas que Pékin passera nécessairement à l'acte, mais que le rapport de force s'est inversé. Et si Taipei dispose de soutiens officiels (États-Unis et Japon en particulier), la Chine sait qu'elle dispose d'un avantage stratégique lui offrant la possibilité de donner de la substance à son discours agressif. Lors du vingtième congrès national du parti communiste chinois en octobre 2022, le président chinois Xi Jinping a même annoncé un renforcement de l'appareil militaire chinois pour doter son pays d'une « armée de classe mondiale » à l'horizon 2027. Plus récemment, à l'occasion de l'Assemblée nationale du peuple, les observateurs ont noté la substitution de l'habituelle « réunification pacifique » par « réunification ferme » dans le rapport sur le budget du Premier ministre Li Qiang. **Les forces navales chinoises pourraient atteindre une masse critique aux alentours de 2030**, date à partir de laquelle le coût d'entretien de la flotte existante n'autoriserait plus le financement de navires supplémentaires. Puisque les forces taïwanaises ignorent ces contraintes, la fenêtre temporelle optimale pour réaliser une manœuvre militaire sera brève. Passé ce délai, le rapport de force deviendra de plus en plus défavorable à Pékin.

Une escalade militaire dans le détroit de Taïwan pourrait conduire à un conflit dévastateur pour la région qui s'en trouverait déstabilisée, avec notamment des conséquences très lourdes sur l'économie mondiale. En effet, **ce détroit constitue une voie de communication majeure pour le commerce international**. Selon l'agence *Bloomberg*, le détroit a vu « 48 % des 5 400 porte-conteneurs en opération dans le monde y naviguer en 2022 » et le « détroit représente 88 % du trafic des plus gros cargos ». L'arrêt des exportations et des importations depuis Taïwan perturberait les chaînes d'approvisionnement logistique et l'activité de centres économiques de la région, de l'Europe et du reste du monde. Cette **dépendance à Taïwan** s'est renforcée au cours des dernières années, à la faveur du développement des exportations de produits de haute technologie, notamment les semiconducteurs [10]. Les exportations pèsent actuellement pour environ 70 % de l'économie taïwanaise et sont composées de produits industriels à 98 %, dont un tiers de produits électroniques.

Derrière la rhétorique agressive de [Pékin](#) et les risques, réels, d'escalade militaire, la relation interdétroit continue d'offrir des garanties en faveur d'un *statu quo*. La Chine sait qu'une invasion de Taïwan l'exposerait à de très lourdes conséquences, d'abord militaires (capacités

de riposte de Taïwan contre des villes chinoises, et possibilité d'un engagement américain et japonais), diplomatiques ensuite (risque d'isolement et de sanctions), économiques enfin, quand on mesure l'importance des liens économiques et commerciaux entre les deux rives du détroit. Miser sur une forme d'interdépendance économique comme garantie de sécurité était d'ailleurs le pari de Ma Ying-jeou, pari en partie perdu compte tenu des ambitions de Pékin, mais qui traduisait dans le même temps la réalité d'une relation étroite et solide, et consacrée dans le cadre de l'ECFA. La relation interdétroit s'est aussi construite autour des importants investissements taïwanais sur le continent, dans les provinces chinoises les plus dynamiques (notamment le Fujian, la province située en face de Taïwan) et la délocalisation d'entreprises taïwanaises, faisant de Taïwan l'un des principaux artisans de l'économie chinoise. En se lançant dans une hasardeuse invasion de Taïwan, la Chine prendrait donc un énorme risque au niveau économique, au point que la question de « l'après » se pose dans les cercles décisionnaires chinois [11].

Si l'identité taïwanaise s'est construite à la faveur des influences multiples et d'un parcours politique très distinct de la Chine depuis la démocratisation, les deux entités n'en demeurent pas moins unies par des influences historiques et culturelles profondes, au sein du monde chinois. On relève d'ailleurs qu'entre 2009 et le durcissement de la relation de 2016, la Chine fournissait près de la moitié des touristes de Taïwan, soit plus de 5 millions de visiteurs par an. Il n'y a pas non plus d'animosité particulière au niveau sociétal, et si les différences étaient très prononcées pendant la Révolution culturelle des années 1960 et 1970, quand Pékin reniait son passé, **Chinois et Taïwanais se rejoignent désormais dans leur volonté d'honorer l'histoire et la civilisation chinoises**. Cette convergence n'est pas suffisante pour éloigner définitivement les risques de conflictualité, mais elle révèle une relation dont la rivalité est politique et, dans une certaine mesure, militaire, mais qui n'est pas multidimensionnelle.

## La crédibilité de Washington en jeu

Comme nous l'avons indiqué, la relation interdétroit est triangulaire, impliquant le soutien des États-Unis à Taïwan, notamment en vertu du *Taiwan Relations Act* du Congrès américain de 1979 et des Six assurances de 1982 [12]. Ce lien a été au centre des attentions lors des tensions de 1996, en marge de la première élection présidentielle à Taïwan. Washington avait dépêché plusieurs navires de guerre dans le détroit pour répondre aux provocations chinoises. Une décennie plus tard, le soutien américain à Taïwan a été disputé à l'occasion d'une loi anti-sécession en Chine, indiquant que toute tentative d'indépendance de Taïwan conduirait à l'utilisation de la force [13]. Washington avait indiqué que son soutien ne serait pas forcément effectif dès lors que la « provocation » viendrait de Taipei. Depuis, la relation sino-américaine s'est complexifiée, et Washington voit dans Taipei une épine dans le pied de Pékin. Mais Taïwan craint de voir la Chine profiter d'une vacance de *leadership* de Washington pour lancer l'assaut. La crédibilité des États-Unis est ainsi réexaminée à Taïwan. Le retrait américain d'Afghanistan (fin août 2021), la volte-face sur l'Ukraine depuis le retour au pouvoir de Donald Trump et, plus généralement, le déclin relatif mais réel de l'influence des États-Unis dans le monde et le refus de s'engager aux côtés des partenaires traditionnels sont autant de signes perçus à Taipei comme **l'annonce d'un indispensable réexamen de la relation avec Washington** [14]. Les Taïwanais craignent ainsi d'être à terme « lâchés » par le partenaire américain et devenir l'objet d'un « *Grand Bargain* » entre Washington et Pékin [15], et de la mise en place d'un nouvel ordre régional dans lequel leur position de nœud se conjuguerait au

passé, et laisserait place à une dépendance accrue à Pékin [16].

## Une nouvelle crise de crédibilité de Washington ?

La politique étrangère menée par l'administration Trump renforce les inquiétudes de Taipei, et le conflit actuel mené au Moyen-Orient fait craindre aux Taïwanais une nouvelle crise de crédibilité de Washington, qui non seulement parvient difficilement à définir une politique étrangère cohérente, mais qui se heurte en plus à d'immenses problèmes de moyens logistiques, notamment les munitions. C'est dans ce contexte que la réactivation du partenariat stratégique avec Washington est privilégiée à Taipei, se traduisant par des achats d'armements mais sans offrir de garantie de livraison dans les délais, ni de soutien de l'armée américaine dans le cas d'une agression chinoise. Lors d'une rencontre avec des parlementaires américains à Taipei le 7 avril 2026, le président taïwanais a rappelé que le budget de la défense nationale dépassera cette année 3% du produit intérieur brut du pays et atteindra 5% d'ici 2030. Il a également indiqué que le gouvernement a proposé un budget spécial de défense de 40 milliards de dollars américains sur huit ans afin de renforcer les capacités de combat asymétrique et de coopérer avec des pays industrialisés militaires de pointe comme les Etats-Unis.

Mais les changements d'attitude du locataire de la Maison-Blanche sont suivis de près à Taipei. A l'issue de leur rencontre à Washington le 19 mars 2026, [Donald Trump](#) et [la première ministre japonaise Takaichi Sanae](#) se sont engagés en faveur de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan, les considérant comme un élément indispensable à la sécurité régionale et à la prospérité mondiale. Ils ont également soutenu le règlement pacifique des différends par le dialogue, et se sont opposés à toute tentative de modification unilatérale du *statu quo*, y compris par la force ou la coercition, ce que Taïwan a salué. Mais dans le même temps, le président américain privilégie une approche unilatérale et sans aucune concertation avec ses alliés traditionnels contre l'Iran, et a choisi la voie de la force plutôt que la diplomatie. De quoi forcément interroger les Taïwanais sur la crédibilité du discours officiel américain, et rappeler que les inquiétudes des partenaires de Washington en Asie orientale sont [très proches de celles des alliés européens](#). De quoi aussi alimenter les craintes d'un passage à l'acte de Pékin, se sentant non seulement en position de force, mais surtout sans se soucier d'une riposte américaine. De quoi enfin faire réfléchir à une reconfiguration sécuritaire régionale et donc imposer un dialogue décomplexé entre Taipei et Washington.

Copyright Mai 2026-Courmont/Diploweb.com

---

### P.-S.

Barthélémy Courmont est professeur à la FLSH de l'Université catholique de Lille depuis janvier 2015. Il est responsable pédagogique du Master Histoire / Relations internationales. Ce texte a bénéficié du soutien de la *Taiwan Fellowship 2026* du *Ministry of Foreign Affairs* (MOFA), République de Chine (Taïwan).

---

## Notes

[1] Evelyn Goh, "Contesting Hegemonic Order : China in East Asia" *Security Studies* 28(3), 2019, pp. 614-644 ; et Barthélémy Courmont et Vivien Lemaire, *La Chine, hégémon asiatique ?*, VA Éditions, 2023.

[2] "Output value of Taiwan's semiconductor sector logged US\$115 billion in 2020", *Taiwan News*, 2023. <https://www.taiwannews.com.tw/en/news/4133393>

[3] Richard C. Bush, *Untying the Knot : Making Peace in the Taiwan Strait*, Brookings Institution Press, 2005.

[4] Chen Iy, "The Taiwan Strait : the Flashpoint of War between China and US-Led Alliance", *Journal of Chinese Political Science*, 2025.

[5] Felix Heiduk, "Dancing with elephants : Asia and the Sino-American Rivalry", In Felix Heiduk (ed.), *Asian Geopolitics and the US-China Rivalry*, Routledge, 2022, pp. 2-16.

[6] Marc Julienne et John Seaman, « Pékin : pire et meilleur ennemi de Taiwan », *Politique étrangère*, 2021 (2), été 2021.

[7] Philippe Chevalérias, « Taiwan, la Chine et l'ECFA : une intégration régionale à forte connotation politique », *Monde chinois*, 37(1), 2014, pp. 88-98.

[8] Chen Yu-Jie, "'One China' Contention in China-Taiwan Relations : Law, Politics and Identity", *The China Quarterly*, 25(2), 2022, pp. 1025-1044.

[9] "Report de la visite du président Lai en Eswatini : Taiwan dénonce les pressions de la Chine sur plusieurs pays africains », *Taiwan Info*, 22 avril 2026.

[10] Kim, Y., et S. Rho, "The US-China chip war, economy-security nexus, and Asia", *Journal of Chinese Political Science*, 29 (3), 2024, pp.433-460.

[11] Brendan R. Green et Caitlin Talmadge, "Then what ? Assessing the military implications of Chinese control of Taiwan", *International Security* 47 (1), 2022, pp. 7-45.

[12] Les Six Assurances ont été données en 1982 à Taïwan par le président américain Ronald Reagan. Elles engagent Washington à ne pas définir de date pour la cessation de la livraison d'armements à Taïwan ; à ne pas consulter Pékin sur les ventes d'armes à Taïwan ; à ne pas jouer de rôle de médiateur entre Taipei et Pékin ; à ne pas réviser les termes du Taiwan Relations Act ; à ne pas changer sa position sur la question de la souveraineté de Taïwan ; et à ne pas exercer de pressions sur Taipei pour ouvrir des négociations avec Pékin.

[13] China Anti-Secession Law, Session of the Tenth National People's Congress of the People's Republic of China on March 14, 2005.

[14] Chang-Liao, N. chung, et Fang, C., "The Case for Maintaining Strategic Ambiguity in the Taiwan Strait", *The Washington Quarterly*, 44(2), 2021, pp. 45-60.

[15] Voir Charles L. Glaser, « A U.S.-China Grand Bargain ? The Hard Choice between Military Competition and Accommodation », *International Security*, vol. 39, n° 4, 2015, pp. 49-90 ; Chen Ping-Kuei (*et al.*), « A Farewell to Arms ? : US Security Relations with Taiwan and the Prospects for Stability in the Taiwan Strait », in Lowell Dittmer (ed.), *Taiwan and China : Fitful Embrace*, University of California Press, 2017, pp. 221-238 ; et Lin Gang et Zhou Wenxing, « Does Taiwan Matter to the United States ? Policy Debates on Taiwan Abandonment and Beyond », *China Review*, vol. 18, n° 3, 2018, pp. 177-206.

[16] Beverley Loke, "The United States, China and the politics of hegemonic ordering in East Asia", *International Studies Review*, 23(4), 2021, pp. 1208-1229.